

La Banque Scotia déclare des résultats records

Chiffres clés du troisième trimestre par rapport à la même période il y a un an :

- Bénéfice par action (dilué) de 0,93 \$, une hausse appréciable de 21 % par rapport à 0,77 \$
- Rendement des capitaux propres de 22,8 %, une augmentation par rapport à 19,9 %
- Ratio de productivité de 53,8 %, une hausse par rapport à 56,4 %

T3/2006

Toronto, le 29 août 2006 – La Banque Scotia a enregistré des bénéfices records au troisième trimestre de 2006 grâce à une forte croissance du revenu qui s'explique par la hausse des volumes d'actif dans les trois secteurs d'activité, stimulée en partie par plusieurs acquisitions stratégiques récentes.

Le bénéfice par action (dilué) a connu une forte croissance de 21 % par rapport au trimestre correspondant de 2005, passant de 0,77 \$ à 0,93 \$. Le revenu net s'est établi à 936 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 19 % par rapport au dernier exercice.

« Les résultats du présent trimestre reflètent une solide performance au chapitre de la croissance durable du revenu – l'une de nos grandes priorités stratégiques, a déclaré Rick Waugh, président et chef de la direction. Nos trois secteurs d'activité – Réseau canadien, Scotia Capitaux et Opérations internationales – ont contribué aux résultats records du trimestre, ce qui comprend les acquisitions récentes, notamment l'acquisition des activités hypothécaires de Maple Financial Group et l'achat de deux banques au Pérou. La hausse de 16 % de l'actif total enregistrée au cours des neuf premiers mois de l'exercice, représentant une croissance généralisée dans les portefeuilles de particuliers, d'entreprises et de grandes sociétés, illustre notre succès. En outre, les divisions Opérations internationales et Scotia Capitaux ont continué à démontrer leur capacité de réaliser des bénéfices malgré les effets défavorables de la conversion des devises.

« Les Opérations internationales ont connu une solide croissance sous-jacente dans toutes les régions, surtout au Mexique où les prêts aux particuliers et aux entreprises ont bien progressé. Dans les Antilles, la hausse régulière des volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises ainsi que les acquisitions récentes au Pérou et ailleurs ont contribué aux résultats. Les Opérations internationales ont également inscrit un recouvrement de la taxe à la valeur ajoutée de 51 millions de dollars, ou de 0,05 \$ l'action.

« Le Réseau canadien a affiché une progression importante des prêts aux particuliers et aux entreprises. Cette hausse, conjuguée à celle des revenus tirés des opérations bancaires, s'est soldée par une autre bonne contribution du secteur.

« Les résultats de Scotia Capitaux ont été marqués par la croissance continue du portefeuille de prêts et ont bénéficié de recouvrements d'intérêts et de pertes sur prêts ainsi que de gains sur titres, qui ont amplement compensé la baisse des revenus de négociation.

« La situation du capital de la Banque demeure ferme, ce qui nous permet de poursuivre nos stratégies de croissance visant différentes régions et gammes de produits et de continuer à accroître le rendement aux actionnaires. »

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, le revenu net s'est chiffré à 2 682 millions de dollars, contre 2 398 millions de dollars à la période correspondante du dernier exercice.

« Compte tenu de nos excellents résultats depuis neuf mois, nous nous attendons à ce que nos résultats se situent à la limite supérieure des objectifs de rendement clés que nous nous sommes fixés cette année », a dit M. Waugh.

Résultats cumulatifs par rapport à certains objectifs financiers et d'exploitation pour 2006 :

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) entre 18 % et 22 %. Pour les neuf premiers mois, la Banque Scotia a obtenu un RCP de 22,5 %.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 5 % à 10 %. La croissance d'un exercice sur l'autre du bénéfice par action a été de 13 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité de moins de 58 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 54,7 % pour les neuf premiers mois de 2006.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 10,0 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide selon les normes canadiennes et internationales.

	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
<i>(non vérifié)</i>	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	1 816	1 644	1 561	5 065	4 616
Revenu total (BMEF ¹⁾)	2 989	2 830	2 689	8 649	7 991
Provision pour créances irrécouvrables	74	35	85	184	194
Frais autres que d'intérêts	1 608	1 565	1 517	4 735	4 464
Charge d'impôts (BMEF ¹⁾)	344	313	286	978	884
Revenu net	936	894	784	2 682	2 398
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	928	887	775	2 659	2 381
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,94	0,90	0,78	2,69	2,38
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,93	0,89	0,77	2,66	2,35
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i>	22,8	23,2	19,9	22,5	21,0
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	53,8	55,3	56,4	54,7	55,9
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	1,98	1,97	1,97	1,98	2,01
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>					
Liquidités et valeurs mobilières	115 506	113 842	95 911		
Prêts et acceptations	225 394	214 445	199 530		
Total de l'actif	364 981	356 979	317 533		
Dépôts	255 225	247 648	220 009		
Actions privilégiées	600	600	600		
Avoir des porteurs d'actions ordinaires ²⁾	16 468	15 789	15 603		
Actifs sous administration	180 941	188 508	166 717		
Actifs sous gestion	26 550	26 936	23 975		
Mesures du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	10,0	10,2	11,1		
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	11,6	11,9	13,1		
Coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif pondéré en fonction du risque ³⁾ <i>(en pourcentage)</i>	8,4	8,5	9,3		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	190 332	180 112	163 798		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux ⁴⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	479	579	573		
Provision générale pour créances irrécouvrables <i>(en millions de dollars)</i>	1 330	1 330	1 375		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ⁴⁾	0,21	0,27	0,29		
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (sur une année)	0,13	0,07	0,17	0,12	0,14
Données sur les actions ordinaires					
Par action <i>(en dollars)</i>					
Haut	47,24	48,67	42,64	49,80	42,64
Bas	41,55	45,03	39,19	41,55	36,41
Clôture	45,55	46,52	41,75		
Actions en circulation <i>(en millions)</i>					
Moyenne (de base)	988	988	995	988	999
Moyenne (diluée)	999	1 001	1 009	1 001	1 014
Fin de la période	988	988	995		
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,39	0,36	0,34	1,11	0,98
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	3,5	3,1	3,3	3,2	3,3
Ratio de distribution ⁵⁾ <i>(en pourcentage)</i>	41,5	40,1	43,7	41,3	41,1
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>					
Valeur comptable par action ordinaire ³⁾ <i>(en dollars)</i>	16,66	15,98	15,68		
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,7	2,9	2,7		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,0	13,9	13,6		
Autres données					
Employés	52 232	51 503	46 269		
Succursales et bureaux	2 147	2 132	1 944		

1) Pour l'ajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), se reporter aux notes 2 et 3 de la page 13.

2) Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires, à la page 19, au sujet de la nouvelle norme comptable adoptée au troisième trimestre de 2006. Les données du bilan et les coefficients connexes ont été retraités, le cas échéant, en raison de l'ajustement des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2005.

3) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

4) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour créances irrécouvrables.

5) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.

Stratégies de réussite

Des résultats records sont venus couronner de succès un excellent troisième trimestre.

Chacun de nos trois grands secteurs d'activité – Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux – s'est concentré sur nos trois grandes priorités : la croissance durable du revenu, les acquisitions stratégiques et la gestion efficace du capital. Dans tous les secteurs, nous visons à fidéliser notre clientèle, à élargir les liens existants et à acquérir de nouveaux clients au moyen d'investissements dans de nouvelles ressources et technologies et dans le marketing.

Les Opérations internationales ont connu une forte croissance dans tous les secteurs, surtout au Mexique où les prêts aux particuliers et aux entreprises ont bien progressé; nous y avons d'ailleurs ouvert une filiale de gestion de fonds de retraite, Scotia Afore.

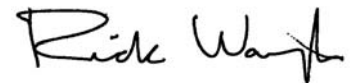
Nous avons en outre annoncé la conclusion d'une entente en vue de l'acquisition de Corporacion Interfin, société mère de Banco Interfin, la plus grande banque privée du Costa Rica. Après fusion avec notre filiale au Costa Rica, cet achat portera à 13 % notre part du marché des prêts. En tablant sur notre position de tête dans ce pays et sur nos capacités générales confirmées, nous projetons d'élargir notre offre de produits et services et accroître notre part de marché.

Le Réseau canadien a affiché une forte progression des revenus tirés des prêts aux particuliers et aux entreprises, surtout en raison d'une hausse importante dans le secteur des prêts hypothécaires à l'habitation. L'acquisition des activités hypothécaires de Maple Financial Group, plus tôt cette année, a aussi contribué à ces résultats.

Scotia Capitaux a poursuivi l'expansion de ses affaires au Canada, en Europe, en Asie et au Mexique. Ce secteur a profité de la croissance de ses activités de prêt ainsi que de la gestion constante des prêts auparavant classés comme douteux, ce qui se traduit par d'excellents recouvrements.

Nos réalisations nous ont valu plusieurs prix au cours du trimestre. La revue *Euromoney* a récemment nommé la Banque Scotia meilleure banque au Canada, en Jamaïque et en République dominicaine. Pour la troisième année de suite, Scotia Capitaux a reçu le titre de meilleure banque d'investissement au Canada, attribué par le magazine *Global Finance*. La Banque a aussi remporté l'un des prestigieux prix « Technology of the Year » décernés par la revue *The Banker*, pour la mise en œuvre de technologies économiques « client léger » en gestion d'applications informatiques.

Alors que s'amorce le dernier trimestre de l'exercice, nous pouvons être fiers de nos réalisations et nous demeurons convaincus que la Banque Scotia atteindra cette année tous ses objectifs.



Rick Waugh
Président et chef de la direction

Objectifs 2006 – Indicateur de performance global

Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 18 à 22 %
- Croissance du bénéfice par action (dilué) de 5 à 10 %
- Valeur à long terme pour les actionnaires par l'augmentation du dividende et l'appréciation du cours de l'action

Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 58 %
- Notation solide
- Meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de procédés de conformité
- Solides coefficients de capital

Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Accroissement de la part de marché dans les marchés primaires

Ressources humaines

- Niveau élevé de satisfaction et d'engagement des employés
- Diversité accrue de l'effectif
- Engagement à l'égard de la responsabilité sociale de l'entreprise et solide engagement communautaire

Réseau canadien

- Un récent sondage sur la satisfaction des clients mené par le Groupe Gestion privée Scotia a révélé que la fidélité de la clientèle demeure à des sommets jamais égalés, alors que 81 % des clients déclarent que la performance générale du Groupe est « très bonne » ou « excellente ». La part du portefeuille de ces clients a aussi augmenté pour une troisième année de suite, ce qui permet de croire que l'approche utilisée par notre « équipe d'experts » en ce qui a trait à la prestation de solutions totales aux clients aisés ayant des besoins complexes représente un modèle gagnant.
- Nous continuons d'observer une bonne croissance des placements autogérés, les commissions moyennes par compte de Placement direct Scotia McLeod ayant progressé de 24 % par rapport au précédent exercice. De même, les nouveaux comptes et les volumes de négociation ont augmenté respectivement de 15 % et de 31 % en 2006. Nous continuons également d'accroître notre part de marché des actifs sous administration, lesquels ont fait un gain de 33 points de base sur un an.
- Au cours du trimestre, nous avons lancé à l'échelle nationale l'Autorité en hypothèques représentant nos activités de crédit hypothécaire à taux quasi-préférentiels. Nous sommes d'avis que ce marché présente un énorme potentiel encore inexploité et que nous pouvons répondre à la demande de manière rentable en utilisant des stratégies adéquates d'atténuation des risques. Nous pouvons non seulement accroître le nombre de clients admissibles à un prêt hypothécaire à l'habitation, mais nous sommes également en mesure d'offrir des taux concurrentiels sur ce marché en croissance afin d'aider ces clients à améliorer leur situation financière.

Opérations internationales

- Poursuivant notre stratégie d'acquisitions, nous avons conclu une entente en vue d'acquérir Corporacion Interfin, première banque privée en importance du Costa Rica, pour un montant de 330 millions de dollars. La fusion de notre filiale et d'Interfin nous procurera une part de 13 % du marché des prêts. Interfin compte des actifs d'environ 1,3 milliard de dollars, 24 succursales, 36 GAB et 950 employés. La transaction est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation et elle devrait être conclue au quatrième trimestre.
- Grâce aux efforts combinés des services bancaires aux grandes entreprises de Scotiabank de Puerto Rico et du groupe des finances publiques de Scotia Capitaux, la Banque Scotia a assuré seule le montage d'une facilité de crédit renouvelable de 1 milliard de dollars US pour le compte de l'État de Puerto Rico. C'est la première fois que cette facilité de crédit est offerte par des banques privées.
- Le magazine *Euromoney* a attribué des prix d'excellence aux activités de la Banque Scotia en République dominicaine et en Jamaïque. Ces prix annuels sont remis à des institutions financières qui possèdent les normes bancaires les plus rigoureuses parmi les grandes banques du monde.

Scotia Capitaux

- Scotia Capitaux a agi comme conseiller financier auprès d'Aliant dans le cadre d'une série d'opérations qui ont mené à la création du Fonds de revenu Communications régionales de Bell Aliant, un des plus importants fournisseurs de services de télécommunications régionaux en Amérique du Nord et la deuxième fiducie commerciale en importance au Canada. Nous avons également agi comme co-chef de file et agent administratif dans le cadre d'un financement bancaire de 3,5 milliards de dollars à l'appui des transactions. Scotia Capitaux a aussi joué le rôle de conseiller et de principal fournisseur de solutions d'instruments dérivés de taux d'intérêt.
- Scotia Capitaux a agi comme co-chef de file lors d'un financement par emprunt de 600 millions de dollars US à l'intention d'un consortium dirigé par Brookfield Asset Management Inc. en vue de l'acquisition de HQI Transelec Chile S.A. pour un montant de 1,6 milliard de dollars US. Nous avons également agi comme co-conseiller financier et offert des services de gestion du risque des instruments dérivés. L'opération a nécessité le concours de plusieurs secteurs de la Banque, notamment Scotiabank Sud Americano au Chili, et elle illustre magnifiquement la qualité de nos services outre-frontières et internationaux.
- Scotia Capitaux a agi comme co-syndicataire principal dans l'émission de titres à revenu fixe canadiens de 375 millions de dollars pour le compte d'AON Corporation. Il s'agissait de la première émission sur les marchés financiers canadiens réalisée pour ce client américain. De plus, nous avons fourni à AON des solutions de titrisation, de change et de gestion de trésorerie.

Employés et ressources humaines

- Grupo Scotiabank (Mexico) s'est classée au premier rang des employeurs parmi les banques mexicaines et au septième rang parmi toutes les sociétés comptant plus de 500 employés, dans le cadre d'un sondage réalisé par The Great Place to Work Institute. Les entreprises ont été évaluées en fonction des critères suivants : crédibilité, respect, objectivité, fierté et esprit de camaraderie.

Engagement dans la collectivité

- Les œuvres caritatives à l'intention des femmes partout au Canada bénéficieront du montant de 250 000 \$ recueilli lors du tournoi de golf tenu à Aurora, en Ontario, le 29 mai dernier et organisé par le comité de bienfaisance des femmes de la Banque Scotia. Annika Sorenstam, première golfeuse au monde, s'est mesurée à une équipe différente sur chacun des 9 trous du parcours, en vue d'amasser des fonds pour l'œuvre de bienfaisance choisie par le gagnant. Les œuvres de M^{me} Sorenstam, sélectionnées par la Banque Scotia, comprenaient la Fondation des femmes canadiennes et le YWCA.

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act*. Ces déclarations comprennent des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour atteindre ces objectifs, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme «croire», «prévoir», «s'attendre à», «avoir l'intention de», «estimer», «projeter», «pourrait augmenter» et «pourrait fluctuer» et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs; les risques d'exploitation et d'atteinte à la réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; l'aptitude de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants et à en mettre sur pied de nouveaux afin d'accroître ses revenus; l'aptitude de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les hypothèses et les estimations comptables d'importance critique; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les changements technologiques; le regroupement du secteur canadien des services financiers; les changements apportés aux lois fiscales; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'énergie et l'eau; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que le rendement réel de la Banque soit, dans une mesure importante, différent de celui envisagé par les déclarations prospectives. Pour plus de renseignements, se reporter à la section du rapport de gestion débutant à la page 59 du Rapport annuel 2005.

La Banque tient à souligner que la liste des facteurs importants énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses valeurs mobilières, les investisseurs et les autres personnes devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique «Perspectives» contenue dans le présent rapport est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés lors de la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

Résultats financiers et situation financière du Groupe

Le revenu net des neuf premiers mois s'est établi à 2 682 millions de dollars, soit une hausse de 284 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à la période correspondante du précédent exercice. Le revenu net du trimestre, qui se chiffre à 936 millions de dollars, a progressé au rythme très soutenu de 19 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2005 et augmenté de 5 % par rapport au deuxième trimestre. Le bénéfice dilué par action a été porté à 0,93 \$ au troisième trimestre, en hausse de 21 % et de 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et au dernier trimestre, respectivement. La Banque a continué de réaliser des revenus malgré l'incidence négative de la conversion des devises.

Le bénéfice trimestriel record dégagé par Scotia Capitaux de même que le dynamisme persistant des Opérations internationales se sont traduits pendant le trimestre par l'augmentation du bénéfice net par rapport au précédent exercice. Le résultat du troisième trimestre incluait un montant de 51 millions de dollars, ou de 0,05 \$ par action, au titre du recouvrement de la taxe à la valeur ajoutée («TVA»).

Revenu total

Le revenu total (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est établi à 2 989 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 11 % par rapport à 2 689 millions de dollars au trimestre correspondant du dernier exercice. Compte non tenu des incidences de la conversion des devises, le revenu total a augmenté de 16 % sous l'effet de la vigueur du revenu d'intérêts net, en raison principalement de la croissance continue des actifs et de l'augmentation des recouvrements d'intérêts. De plus, nous avons observé des augmentations généralisées des revenus provenant des frais d'opérations. Les acquisitions, plus particulièrement celles réalisées au Pérou, ont contribué à stimuler le revenu trimestriel qui s'est accru de 5 % par rapport à la période correspondante du dernier exercice.

Le revenu total a progressé de 6 % ou de 159 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, en raison principalement du revenu d'intérêts accru et de l'apport des acquisitions récentes, en dépit des revenus de négociation moindres.

Le revenu de la période de neuf mois se chiffre à 8 649 millions de dollars, soit 658 millions de dollars ou 8 % de plus qu'à la période correspondante du précédent exercice. Compte non tenu de l'incidence des plus récentes acquisitions et de la conversion des devises, le revenu a augmenté de 10 %.

Revenu d'intérêts net

Au troisième trimestre, le revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) a atteint 1 816 millions de dollars, en hausse de 255 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice, et de 172 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au deuxième trimestre.

La marge nette sur intérêts s'est établie à 1,98 % au troisième trimestre, soit un résultat conforme à celui de 1,97 % affiché au trimestre correspondant du précédent exercice et au dernier trimestre.

Le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne a crû de 131 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 1 045 millions de dollars, en raison de la croissance des actifs des particuliers, principalement des prêts hypothécaires à l'habitation à taux fixe et des prêts au titre de la

Ligne de crédit Scotia, ainsi que de la hausse du revenu de dividendes. La marge est demeurée stable, compte tenu de l'incidence combinée de la hausse des taux d'intérêt, de l'aplatissement de la courbe de rendement et des pressions de la concurrence.

Sur un trimestre, le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne a progressé de 78 millions de dollars, ou de 8 %, en raison de la croissance solide des actifs des particuliers. De plus, les résultats trimestriels ont bénéficié de l'incidence des trois jours de plus que compte le trimestre et de l'inclusion des activités de crédit hypothécaire de Maple Financial Group et des activités canadiennes de la Banque Nationale de Grèce. La marge a diminué quelque peu, en raison principalement du revenu de dividendes moindre.

Le revenu d'intérêts net en devises a progressé de 124 millions de dollars, ou de 19 %, par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice, en dépit de l'incidence négative de la conversion des devises. La hausse découle de la croissance des actifs dans la plupart des régions, de l'incidence des acquisitions récentes et des recouvrements d'intérêts provenant du remboursement de prêts auparavant classés comme douteux. L'apport du Mexique à la croissance a été considérable, grâce à des augmentations solides des prêts aux particuliers et aux entreprises. Les volumes des prêts ont augmenté partout dans les Antilles. En Asie, les marges et les volumes des prêts aux entreprises se sont accrus. Le portefeuille américain de prêts aux grandes entreprises a aussi pris de l'expansion durant le trimestre.

L'augmentation sur un trimestre du revenu d'intérêts net en devises s'est établie à 94 millions de dollars, ou 14 %, en raison de la croissance persistante des volumes dans toutes les régions, y compris le Mexique, les Antilles, les États-Unis et l'Asie. De plus, les résultats trimestriels ont bénéficié de l'incidence sur un trimestre complet des récentes acquisitions et des recouvrements d'intérêts.

Depuis le début de l'exercice, le revenu d'intérêts net total a progressé de 449 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice pour atteindre 5 065 millions de dollars.

Autres revenus

Les autres revenus ont atteint 1 173 millions de dollars durant le trimestre, ce qui représente une amélioration de 45 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice. Les activités plus soutenues de la part des clients ont contribué à la croissance des commissions de courtage, des revenus tirés des cartes de crédit et des services de dépôt et de paiement au cours du trimestre. De plus, les acquisitions, surtout au Pérou, ont contribué à cette croissance. Ces résultats ont été partiellement neutralisés par les revenus de négociation et les gains sur titrisation moindres.

Les autres revenus ont diminué de 13 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au dernier trimestre. L'augmentation des services transactionnels et l'incidence favorable sur un trimestre complet des acquisitions conclues durant le trimestre précédent ont été plus que neutralisées par le recul des revenus de négociation et de courtage de détail.

Depuis le début de l'exercice, les autres revenus s'élèvent à 3 584 millions de dollars, en hausse de 209 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre correspondant du précédent

exercice. La croissance a touché la plupart des catégories de revenus, bien que les revenus tirés des services de banque d'investissement et de la titrisation aient diminué.

Provision pour créances irrécouvrables

La provision spécifique pour créances irrécouvrables s'est chiffrée à 74 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui constitue une amélioration par rapport au montant de 85 millions de dollars inscrit au trimestre correspondant du dernier exercice, mais une hausse par rapport au montant de 35 millions de dollars du dernier trimestre. La réduction par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice découle de l'absence de nouvelles provisions pour Scotia Capitaux ce trimestre. Par rapport au trimestre précédent, Scotia Capitaux a continué d'effectuer des recouvrements, mais à un degré moindre. L'accroissement des provisions constituées pour les prêts aux particuliers dans les Antilles et en Amérique centrale a été presque entièrement neutralisé par la réduction des provisions constituées pour les prêts aux entreprises au Canada. La provision générale est demeurée inchangée durant le trimestre. Des renseignements plus détaillés sur le risque lié au crédit figurent à la rubrique Gestion du risque.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont progressé de 91 millions de dollars pour atteindre 1 608 millions de dollars, en hausse de 6 % par rapport à la période correspondante du précédent exercice. Compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises, des acquisitions récentes et du recouvrement de la TVA, les frais autres que d'intérêts ont progressé de 112 millions de dollars, ou de 7 %. La croissance sur un an est principalement attribuable à la hausse des salaires, de la rémunération liée au rendement et des coûts des locaux et de la technologie en vue d'appuyer les initiatives de croissance des revenus de la Banque.

Les frais autres que d'intérêts sur un trimestre ont progressé de 3 %, ou de 6 % compte non tenu du recouvrement de la TVA. Les salaires et les coûts des locaux et de la technologie ont affiché les augmentations les plus importantes, en raison principalement de l'incidence sur un trimestre complet des acquisitions récentes et des trois jours supplémentaires compris dans le trimestre.

Les frais autres que d'intérêts pour la période de neuf mois se sont élevés à 4 735 millions de dollars. Cette croissance de 271 millions de dollars, ou de 6 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, est surtout imputable aux acquisitions et à la poursuite des initiatives de croissance des activités.

Le ratio de productivité de la Banque, une mesure de l'efficacité opérationnelle, continue de témoigner de l'approche rigoureuse qu'a adoptée la Banque à l'égard de la gestion des dépenses. Ce ratio s'est élevé à 53,8 % au cours du trimestre, en baisse par rapport à 56,4 % au trimestre correspondant du précédent exercice et à 55,3 % au deuxième trimestre. Compte non tenu du recouvrement de la TVA par Grupo Scotiabank (Mexico), le ratio de productivité au troisième trimestre s'est établi à 55,5 %.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition effectif de 20,2 % du troisième trimestre est comparable à celui du trimestre correspondant du précédent exercice, mais supérieur à celui du dernier trimestre, qui étaient respectivement de 20,3 % et de 17,9 %. Le taux a augmenté par rapport au dernier trimestre, étant donné que le résultat du

deuxième trimestre incluait des économies accrues réalisées sur certains gains sur titres imposés à des taux moindres et une augmentation du revenu de dividendes exempt d'impôts.

Depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition effectif s'est établi à 19,6 %, par rapport à 20,5 % pour le trimestre correspondant de 2005.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 59 à 70 du Rapport annuel 2005.

Risque lié au crédit

Les conditions de crédit sont demeurées favorables dans la plupart des marchés de crédit de la Banque. Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ont totalisé 74 millions de dollars durant le trimestre, ce qui représente une amélioration par rapport au montant de 85 millions de dollars affiché à la période correspondante de l'exercice précédent, mais une hausse par rapport au montant de 35 millions de dollars inscrit au trimestre précédent, qui incluait des recouvrements considérables au sein de Scotia Capitaux et des provisions peu élevées afférentes aux activités internationales.

Scotia Capitaux n'a constitué aucune nouvelle provision, mais a inscrit un recouvrement net de 19 millions de dollars au troisième trimestre, par rapport à une provision pour créances irrécouvrables de 2 millions de dollars au trimestre correspondant du précédent exercice et à un recouvrement net de 54 millions de dollars au deuxième trimestre.

Les créances irrécouvrables de 69 millions de dollars dans les portefeuilles du Réseau canadien étaient supérieures à celles de 63 millions de dollars au trimestre correspondant du précédent exercice, mais inférieures à celles de 88 millions de dollars au deuxième trimestre, lesquelles incluait des provisions accrues à l'égard de deux comptes d'entreprise.

La provision pour créances irrécouvrables afférente aux activités internationales s'est établie à 24 millions de dollars au troisième trimestre, ce qui est légèrement supérieur à la perte de 21 millions de dollars affichée au trimestre correspondant du précédent exercice, mais en hausse de 23 millions de dollars par rapport à la très faible provision du deuxième trimestre. La hausse enregistrée par rapport au trimestre précédent est imputable aux provisions accrues constituées pour les prêts aux particuliers dans les Antilles et en Amérique centrale, alors que des reprises sur provisions avaient été inscrites au deuxième trimestre.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour créances irrécouvrables, a totalisé 479 millions de dollars au 31 juillet 2006, soit un recul de 100 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La provision générale pour créances irrécouvrables s'est établie à 1 330 millions de dollars, soit un montant inchangé par rapport au dernier trimestre.

La Banque exerce une surveillance et une gestion actives du risque de crédit dans les secteurs d'activité qu'elle juge préoccupants dans la conjoncture économique actuelle, comme les secteurs des produits forestiers et de l'automobile.

Risque de marché

La valeur à risque (« VAR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de négociation de la Banque. Au troisième trimestre, la VAR moyenne sur un jour s'est établie à

9,2 millions de dollars, comparativement à 7,7 millions de dollars au trimestre correspondant du précédent exercice, en raison principalement du risque accru lié aux actions. La hausse de la VAR moyenne sur un jour par rapport au trimestre précédent s'explique par l'augmentation de l'exposition aux taux d'intérêt et aux actions.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres terminés les		
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005
Taux d'intérêt	7,2 \$	4,5 \$	7,3 \$
Actions	6,2	5,4	3,1
Change	1,1	1,9	0,9
Produits de base	1,0	1,4	1,1
Diversification	(6,3)	(5,2)	(4,7)
VAR à l'échelle de la Banque	9,2 \$	8,0 \$	7,7 \$

Des pertes de négociation ont été subies pendant dix jours au troisième trimestre, contre huit jours au trimestre précédent. Ces pertes se sont situées dans les limites prévues par la méthode de la VAR.

Risque de liquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. En règle générale, elle peut vendre ou nantir ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 31 juillet 2006, les actifs liquides s'élevaient à 94 milliards de dollars, ou 26 %, du total de l'actif, comparativement à 96 milliards de dollars, ou 27 %, au 30 avril 2006. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 74 % et d'espèces et de dépôts auprès d'autres banques à hauteur de 26 % (73 % et 27 %, respectivement, au 30 avril 2006). La baisse sur un trimestre des actifs liquides est principalement imputable aux dépôts moindres auprès d'autres banques.

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également vendre des titres en vertu d'ententes de rachat. Au 31 juillet 2006, l'actif total donné en nantissement ou vendu dans le cadre d'ententes de rachat s'établissait à 62 milliards de dollars, contre 60 milliards de dollars au 30 avril 2006. L'augmentation sur un trimestre est attribuable à des niveaux plus élevés de garanties pour des activités d'emprunt de titres et des opérations sur instruments dérivés.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 75 et 116 du Rapport annuel 2005, sont demeurées les mêmes au cours du trimestre. Toutes les opérations avec des apparentés ont continué d'être effectuées aux conditions du marché.

Bilan

Le total de l'actif de la Banque s'élevait à 365 milliards de dollars au 31 juillet 2006, soit une hausse considérable de 51 milliards de dollars, ou de 16 %, par rapport au 31 octobre 2005, ou de 18 % compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises.

Le portefeuille de prêts de la Banque a progressé de 25 milliards de dollars depuis le début de l'exercice. Les prêts

hypothécaires à l'habitation consentis au Canada ont dominé cette croissance, progressant de 12 milliards de dollars, exclusion faite de l'effet de titrisation de 3 milliards de dollars, en raison principalement de la vigueur persistante de l'économie canadienne de même que de l'exécution efficace du programme de ventes et de service de la Banque. De plus, la Banque a récemment élargi ses activités de courtage avec l'acquisition des activités de crédit hypothécaire de Maple Financial Group, ce qui a permis d'accroître de 3 milliards de dollars le portefeuille de prêts hypothécaires. À l'échelle internationale, les prêts aux particuliers ont affiché une hausse marquée de 3 milliards de dollars dans une bonne partie des Antilles et de l'Amérique centrale de même qu'en Amérique latine, sous l'effet de l'expansion réussie dans la région grâce principalement aux initiatives promotionnelles récentes. De même, l'achat de deux banques péruviennes (Banco Wiese et Banco Sudamericano) a dégagé un apport de 1 milliard de dollars à la croissance du portefeuille de prêts aux particuliers. Les prêts aux entreprises dans les Antilles, en Amérique centrale et en Amérique latine ont progressé de 3 milliards de dollars. Le volume des prêts aux entreprises de Scotia Capitaux a augmenté de 3 milliards de dollars, surtout au Canada et aux États-Unis.

Le portefeuille de valeurs mobilières a augmenté de 18 milliards de dollars. Les valeurs détenues aux fins de placement se sont appréciées de 10 milliards de dollars, sous l'effet principalement de l'achat aux États-Unis de titres adossés à des actifs structurés avec une grande société cliente, dans le secteur du financement automobile aux particuliers. Les valeurs détenues aux fins de négociation ont progressé de 8 milliards de dollars, surtout à Scotia Capitaux en vue d'appuyer les opérations des clients et les activités de négociation. Au 31 juillet 2006, l'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable des valeurs détenues aux fins de placement de la Banque s'établissait à 848 millions de dollars, en baisse de 47 millions de dollars par rapport au 30 avril 2006, en raison principalement de la réalisation de gains boursiers au troisième trimestre.

Le passif total se chiffrait à 348 milliards de dollars au 31 juillet 2006, en hausse de 50 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2005 ou de 55 milliards de dollars compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises.

Les dépôts personnels ont augmenté de 8 milliards de dollars grâce essentiellement à l'accroissement continu de 3 milliards de dollars des dépôts à terme au sein du Réseau canadien et à l'apport de 3 milliards de dollars provenant des plus récentes acquisitions. Les dépôts des entreprises ont affiché une nette progression de 5 milliards de dollars. Les dépôts non personnels restants et les obligations de rachat ont progressé de 21 milliards de dollars et de 3 milliards de dollars, respectivement, en vue, dans les deux cas, de financer la croissance des actifs.

L'avoir des porteurs d'actions ordinaires s'établissait à 17 milliards de dollars au 31 juillet 2006, en hausse de 1 milliard de dollars par rapport au 31 octobre 2005, compte tenu principalement des capitaux autogénérés de 1 226 millions de dollars. Cette croissance a été partiellement neutralisée par le coût des rachats d'actions, déduction faite des nouvelles actions émises, totalisant 215 millions de dollars. De plus, au troisième trimestre, un montant de 25 millions de dollars a été imputé au solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice pour tenir compte des modifications des normes comptables applicables à la rémunération à base d'actions des employés admissibles à la retraite, dont il est question à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Gestion du capital

Les coefficients de capital de la Banque demeurent solides et permettent à cette dernière de saisir les occasions de croissance qui se présentent.

Le coefficient du capital de catégorie 1 s'est établi à 10,0 % durant le trimestre, en baisse par rapport à 10,2 % au dernier trimestre, par suite surtout des initiatives de croissance de Scotia Capitaux et du Réseau canadien.

Le coefficient du capital-actions ordinaire corporel, qui représente le capital-actions ordinaire moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque, est demeuré solide. Ce coefficient s'établissait à 8,4 % au 31 juillet 2006, contre 8,5 % au 30 avril 2006.

Durant le trimestre, la Banque a racheté 1,3 million d'actions ordinaires au prix moyen de 44,84 \$ dans le cadre d'une offre publique de rachat lancée dans le cours normal de ses activités au premier trimestre de 2006. Ce résultat se compare aux rachats de 1,1 million d'actions au trimestre correspondant du précédent exercice et de 1,9 million d'actions au dernier trimestre.

Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent un élément important du bilan et font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la page 7 dans la section intitulée « Gestion du risque ».

Les instruments financiers sont, en règle générale, comptabilisés au coût, à l'exception de ceux détenus aux fins de négociation, qui sont constatés à leur juste valeur estimative. Aucune modification n'a été apportée à la méthode de calcul de la juste valeur des instruments financiers depuis le 31 octobre 2005. Il n'y a pas eu de variations importantes de la juste valeur des instruments financiers qui aient été causées par des facteurs autres que ceux qui sont liés aux conditions normales de l'économie, de l'industrie et du marché.

Au 31 juillet 2006, le total des montants notionnels d'instruments dérivés s'établissait à 1 005 milliards de dollars, comparativement à 886 milliards de dollars au 31 octobre 2005. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation des taux d'intérêt, des devises et des contrats sur métaux précieux en raison principalement des opérations plus nombreuses des clients. Le pourcentage d'instruments dérivés détenus aux fins de négociation et d'instruments dérivés détenus à d'autres fins que la négociation ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif est demeuré généralement inchangé. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation, s'élevait à 14 milliards de dollars, contre 12 milliards de dollars à la fin du précédent exercice.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers. Ces arrangements appartiennent surtout à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »), les garanties et engagements de prêts ainsi que les opérations de titrisation. Durant le trimestre, la Banque n'a conclu aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cours normal de ses activités. Aucune modification

n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Durant le trimestre, la Banque n'a conclu avec des EDDV aucun nouvel arrangement important qui n'est pas consolidé dans son bilan.

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation afin de diversifier ses sources de financement, car il s'agit là d'un moyen rentable de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a titrisé une somme additionnelle de 699 millions de dollars en prêts hypothécaires à l'habitation, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés par la Banque à 7 860 millions de dollars au 31 juillet 2006, contre 7 801 millions de dollars au 31 octobre 2005.

L'encours des garanties et des autres engagements indirects a augmenté de 9 % par rapport au 31 octobre 2005. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 57 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006, comparativement à 56 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Dividende par action ordinaire

À l'occasion de sa réunion tenue le 29 août 2006, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 39 cents par action ordinaire. Le dividende trimestriel est payable le 27 octobre 2006 aux actionnaires inscrits le 3 octobre 2006.

Perspectives

L'économie mondiale est demeurée dynamique malgré les difficultés posées par la hausse des prix de l'énergie, les déséquilibres persistants au chapitre du commerce et des paiements et l'intensification des tensions géopolitiques. La conjoncture économique est généralement favorable au Mexique et dans de nombreuses régions d'Amérique latine, et l'activité demeure soutenue aux États-Unis. La vigueur des exportations de produits de base et de la construction non résidentielle aide le Canada à neutraliser les vents contraires poussés par les pressions concurrentielles accrues, notamment l'appréciation du dollar.

Compte tenu de la conjoncture économique et de la performance record de la Banque durant les neuf premiers mois, nous nous attendons à ce que nos résultats se situent à la limite supérieure des objectifs de rendement clés que nous nous sommes fixés cette année.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	932 \$	884 \$	905 \$	2 725 \$	2 647 \$
Provision pour créances irrécouvrables	69	88	63	221	205
Autres revenus	480	485	453	1 437	1 345
Frais autres que d'intérêts	879	845	825	2 557	2 426
Charge d'impôts	143	138	149	434	430
Revenu net	321 \$	298 \$	321 \$	950 \$	931 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	2	6	4
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	319 \$	296 \$	319 \$	944 \$	927 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	26,3 %	27,3 %	31,2 %	28,0 %	31,4 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	139 \$	132 \$	124 \$	134 \$	122 \$

1) Voir la note 2 à la page 13.

2) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Le Réseau canadien, qui englobe Gestion de patrimoine, a affiché un revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 319 millions de dollars au troisième trimestre. Ce résultat est comparable à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. D'un trimestre à l'autre, le revenu net a augmenté de 23 millions de dollars, ou de 8 %. Le taux de rendement des capitaux propres était de 26,3 %. Le revenu dégagé par le Réseau canadien représentait 34 % du revenu total net de la Banque.

L'actif moyen a progressé de 11 % par rapport à l'exercice précédent, grâce à la croissance considérable de 11 milliards de dollars, ou de 14 %, des prêts hypothécaires à l'habitation, compte non tenu des opérations de titrisation. La croissance du volume des prêts hypothécaires a été observée dans tous les canaux de distribution et tient compte d'un montant de 3 milliards de dollars provenant de l'acquisition des activités de crédit hypothécaire de Maple Financial Group. De plus, les lignes de crédit renouvelables aux particuliers se sont accrues de 2 milliards de dollars, ou de 9 %. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 7 % en raison principalement de la forte croissance de notre part du marché des dépôts à terme des particuliers. En outre, les dépôts des entreprises ont enregistré une hausse de 13 %, essentiellement grâce aux comptes courants. D'un trimestre à l'autre, l'actif moyen a progressé de 7 milliards de dollars, ou de 5 %, en raison principalement des prêts hypothécaires à l'habitation, y compris l'acquisition des activités de crédit hypothécaire de Maple Financial Group. La moyenne des dépôts a également augmenté, affichant une croissance de 3 %.

Le revenu total a crû de 54 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, sous l'effet de la croissance du revenu d'intérêts net et des commissions. Le revenu s'est accru de 43 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au deuxième trimestre grâce à la croissance des volumes et aux trois jours additionnels que comptait ce trimestre.

Le revenu d'intérêts net s'est accru de 27 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 932 millions de dollars. Cette situation s'explique par une croissance soutenue des volumes de la plupart des produits. La marge sur intérêts a enregistré une baisse en raison principalement de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt, de l'aplatissement de la courbe de rendement, des pressions exercées par la concurrence et du

coût relativement plus élevé des dépôts en gros servant à financer la croissance de l'actif net du secteur. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a crû de 5 % grâce à la croissance de l'actif et aux trois jours additionnels que comptait ce trimestre.

La provision spécifique pour créances irrécouvrables a progressé de 6 millions de dollars sur 12 mois. D'un trimestre à l'autre, les pertes sur prêts ont diminué de 19 millions de dollars grâce essentiellement aux provisions constituées à l'égard de deux comptes du portefeuille de prêts aux entreprises au dernier trimestre. La qualité du crédit du portefeuille des particuliers est demeurée excellente.

Au troisième trimestre, les autres revenus ont totalisé 480 millions de dollars, en hausse de 27 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Toutes les unités économiques ont amélioré leurs résultats. Ainsi, Gestion de Patrimoine a affiché une hausse de 3 % attribuable à l'augmentation des revenus provenant des fonds communs de placement qui a atteint 7 millions de dollars, ou 16 %, en raison des soldes moyens plus élevés. De plus, nous avons observé une augmentation des revenus provenant des services d'opérations personnelles et non personnelles. D'un trimestre à l'autre, les autres revenus ont accusé une légère baisse de 1 %. Une diminution du revenu de Gestion de patrimoine attribuable à un marché moins actif a été contrebalancée par la hausse des revenus tirés des opérations bancaires des particuliers et des entreprises.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 54 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable en grande partie aux acquisitions des activités de crédit hypothécaire de Maple Financial Group et des activités canadiennes de la Banque Nationale de Grèce ainsi qu'à d'autres initiatives de croissance. Ces acquisitions et ces initiatives se sont traduites par une augmentation des salaires, des charges sociales, des coûts des locaux et de la technologie. Ces augmentations ont toutefois été atténuées par la réduction de la rémunération à base d'actions, imputable surtout à l'appréciation moindre du cours des actions comparativement à l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 4 % par rapport au deuxième trimestre, en raison principalement des initiatives de croissance et des trois jours additionnels que comptait ce trimestre.

Opérations internationales

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	607 \$	542 \$	512 \$	1 678 \$	1 463 \$
Provision pour créances irrécouvrables	24	1	21	52	54
Autres revenus	237	220	237	672	591
Frais autres que d'intérêts	477	443	447	1 372	1 226
Charge d'impôts	29	25	28	64	93
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	27	23	17	70	51
Revenu net	287 \$	270 \$	236 \$	792 \$	630 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	2	6	4
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	285 \$	268 \$	234 \$	786 \$	626 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	23,9 %	26,2 %	24,1 %	24,3 %	23,1 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	57 \$	54 \$	51 \$	54 \$	49 \$

1) Voir la note 2 à la page 13.

2) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Au troisième trimestre de 2006, le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires des Opérations internationales a atteint un montant record de 285 millions de dollars, ce qui représente une hausse considérable de 51 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'effet négatif de la conversion des devises de 31 millions de dollars et du recouvrement de la TVA au Mexique qui a totalisé 51 millions de dollars, le revenu net sous-jacent a progressé de 31 millions de dollars, ou de 14 %. Cette progression est principalement attribuable à la forte croissance enregistrée au Mexique, aux Antilles et en Amérique centrale, et à la comptabilisation des revenus d'un trimestre entier provenant des acquisitions au Pérou. Elle a toutefois été partiellement contrebalancée par les gains plus élevés réalisés sur les ventes de titres des marchés émergents au dernier exercice. Par rapport au trimestre précédent, le revenu net a augmenté de 17 millions de dollars, ou de 7 %, et représente maintenant 31 % du revenu net consolidé de la Banque.

Les volumes d'actif moyen ont crû de 6 milliards de dollars, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent, ou de 12 milliards de dollars, exclusion faite de l'effet de la conversion des devises. Les acquisitions au Pérou ont représenté 5 milliards de dollars de cette croissance, le reste étant attribuable à l'augmentation de 30 % des prêts aux particuliers sous l'effet d'une hausse de 47 % des cartes de crédit et de 27 % des prêts hypothécaires. Les prêts aux entreprises ont également connu une croissance considérable de 18 %, grâce à une forte croissance en Asie, aux Antilles, en Amérique centrale et au Mexique. Par rapport au trimestre précédent, l'actif moyen a augmenté de 3 milliards de dollars, ou de 7 %, mais de 5 milliards de dollars, ou de 11 %, si l'on exclut la conversion des devises. Cette croissance a été généralisée et englobe les résultats du Mexique, de l'Asie, de Puerto Rico, des Îles Caïmans, de la République dominicaine et du Pérou.

Le revenu total s'est chiffré à 844 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 95 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent et de 82 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au dernier trimestre. Exclusion faite de la conversion des devises, la croissance sur 12 mois a atteint 184 millions de dollars, ou 25 %. Cette hausse est en grande partie attribuable aux revenus provenant du Pérou, du Mexique, des Antilles et de l'Amérique centrale.

Le revenu d'intérêts net s'est élevé à 607 millions de dollars durant le trimestre, en hausse de 95 millions de dollars, ou de 19 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ou de 31 %, exclusion faite de l'incidence de la conversion des devises. Cette croissance sous-

jacente est largement attribuable à l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises dans les Antilles, en Amérique centrale et au Mexique ainsi qu'aux acquisitions au Pérou. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net s'est accru de 65 millions de dollars, ou de 12 %. Cette hausse résulte principalement des acquisitions que nous avons effectuées au Pérou et de la solide croissance des volumes de prêts dans les Antilles, en Amérique centrale, au Mexique et en Asie.

La provision spécifique pour créances irrécouvrables s'est établie à 24 millions de dollars au troisième trimestre, soit 3 millions de dollars de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et 23 millions de dollars de plus qu'au dernier trimestre. La hausse enregistrée par rapport au trimestre précédent est imputable aux provisions accrues constituées pour les prêts aux particuliers dans les Antilles et en Amérique centrale, alors que des reprises sur provisions avaient été inscrites au deuxième trimestre.

Les autres revenus, qui se sont établis à 237 millions de dollars au troisième trimestre, se comparent à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent; ils ont toutefois augmenté de 11 % si l'on exclut la conversion des devises. Ce résultat s'explique par l'incidence positive des acquisitions au Pérou et la croissance généralisée dans les Antilles et en Amérique centrale, en partie neutralisées par la diminution des gains réalisés sur les ventes de titres des marchés émergents. Les autres revenus ont augmenté de 17 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent grâce aux acquisitions que nous avons effectuées au Pérou, contrebalancées en partie par l'incidence négative de la conversion des devises.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 477 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 30 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent et de 34 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au deuxième trimestre. L'augmentation sur 12 mois s'explique essentiellement par la poursuite des initiatives de croissance des activités, qui se sont traduites par une hausse des frais liés à la rémunération, aux locaux et à la technologie, laquelle a été en partie annulée par la baisse des frais de litiges. La conversion des devises et le recouvrement de la TVA au Mexique ont eu une incidence positive sur les frais au cours du trimestre, partiellement atténuée par les acquisitions effectuées au Pérou. L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement imputable à une hausse des frais liés à la rémunération, aux litiges et à la publicité, ainsi qu'à l'inclusion du Pérou ce trimestre.

Scotia Capitaux

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i> <i>(base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	262 \$	229 \$	202 \$	700 \$	648 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(19)	(54)	2	(89)	(64)
Autres revenus	351	351	316	1 113	982
Frais autres que d'intérêts	232	253	214	739	731
Charge d'impôts	120	104	100	346	273
Revenu net	280 \$	277 \$	202 \$	817 \$	690 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	1	2	5	4
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	278 \$	276 \$	200 \$	812 \$	686 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ²⁾	31,9 %	35,4 %	24,7 %	33,1 %	28,8 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	136 \$	128 \$	114 \$	126 \$	112 \$

1) Voir la note 2 à la page 13.

2) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Scotia Capitaux a déclaré un revenu net record revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 278 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 78 millions de dollars, ou de 39 %, par rapport à l'exercice précédent et une faible hausse par rapport au dernier trimestre. Le taux de rendement des capitaux propres était de 31,9 %, ce qui est supérieur aux solides résultats obtenus durant le dernier exercice, mais légèrement inférieur au taux record de 35,4 % du dernier trimestre. L'apport de Scotia Capitaux aux résultats globaux de la Banque durant le trimestre s'établit à 30 %.

L'actif moyen total a augmenté de 19 % par rapport au dernier exercice pour s'établir à 136 milliards de dollars. Il y a eu une augmentation de 8 milliards de dollars des valeurs mobilières dans nos activités de négociation servant à soutenir les activités de la clientèle et les occasions de négociation. Cet accroissement tient également compte de l'effet de 8 milliards de dollars lié à l'achat aux États-Unis de titres adossés à des actifs dans le secteur du financement automobile aux particuliers. De plus, les prêts et les acceptations aux grandes entreprises se sont accrus de 7 %. Au Canada, les prêts et acceptations aux grandes entreprises ont progressé de 2 milliards de dollars, ou de 20 %, par rapport au troisième trimestre du précédent exercice. Une hausse de 3 % a été enregistrée aux États-Unis, mais celle-ci a été neutralisée par la réduction des prêts en Europe. L'accroissement de l'actif total par rapport au trimestre précédent s'explique par de nouveaux achats aux États-Unis de titres adossés à des actifs dans le secteur du financement automobile aux particuliers et par la croissance des actifs sous forme de prêts au Canada et aux États-Unis. Les valeurs mobilières dans les activités de négociation ont également augmenté de 2 milliards de dollars par rapport au dernier trimestre.

Le revenu total, qui se chiffre à 613 millions de dollars, s'est accru de 18 % par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la croissance du secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux. Cet accroissement s'explique par l'augmentation des volumes de prêts et des gains liés à la vente de titres et au recouvrement d'intérêts sur le remboursement de prêts auparavant classés comme douteux. Le revenu du secteur Marchés des capitaux mondiaux a reculé par rapport au précédent exercice, en raison des résultats moindres des activités de négociation d'instruments dérivés et d'actions. Les opérations sur métaux précieux et les opérations de change ont continué de dégager des résultats solides grâce aux conditions favorables sur le marché. La hausse par rapport au dernier trimestre est attribuable à l'augmentation des revenus tirés des prêts et aux revenus records provenant des services bancaires d'investissement,

lesquels ont été partiellement neutralisés par les gains moindres tirés de certaines activités de négociation.

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 262 millions de dollars, en hausse par rapport au précédent exercice, en raison des volumes de prêts accrus et des recouvrements d'intérêts plus élevés. La hausse par rapport au dernier trimestre s'explique par l'accroissement des volumes de prêts et les recouvrements d'intérêts, quelque peu neutralisés par les marges plus étroites et les revenus moindres liés aux activités de négociation.

Durant le trimestre, Scotia Capitaux a réalisé des recouvrements de pertes sur prêts de 19 millions de dollars étant donné que les conditions de crédit sont demeurées assez favorables. Ce résultat se compare à une faible provision nette inscrite à l'exercice précédent et à un recouvrement de 54 millions de dollars au dernier trimestre. Les recouvrements nets ont été principalement réalisés, au cours du trimestre, aux États-Unis et, au trimestre précédent, aux États-Unis et en Europe. Pour un deuxième trimestre de suite, nous n'avons constitué aucune nouvelle provision. Les conditions de crédit ont continué de faciliter les recouvrements et la diminution des prêts douteux.

Les autres revenus de Scotia Capitaux se sont élevés à 351 millions de dollars, soit 11 % de plus qu'au dernier exercice. Les autres revenus du secteur Marchés des capitaux mondiaux ont diminué de 16 % par rapport à 2005, compte tenu des négociations moindres d'instruments dérivés et d'actions, bien que les devises et les métaux précieux soient demeurés fermes. Les autres revenus du secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux ont progressé de 43 %, sous l'effet de la hausse des revenus tirés des frais de crédit, des revenus records provenant des services de banque d'investissement et des gains réalisés à la vente de titres aux États-Unis et en Europe. Comparativement au précédent trimestre, les autres revenus sont demeurés inchangés, puisque la baisse des revenus tirés de la négociation d'actions et des instruments dérivés a été neutralisée par la hausse des revenus tirés des activités de prêt et des services de banque d'investissement de même que par des gains sur titres.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 232 millions de dollars, soit une hausse de 9 % par rapport au précédent exercice. Cette hausse résulte de l'augmentation des frais liés à la rémunération au rendement et aux charges sociales ainsi que de l'inclusion de Scotia Waterous. Par rapport au précédent trimestre, les frais ont reculé de 8 %, compte tenu principalement de la baisse des frais liés à la rémunération au rendement et à la technologie.

Autres¹⁾

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)²⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net ³⁾	(85) \$	(124) \$	(139) \$	(347) \$	(393) \$
Provision pour créances irrécouvrables	–	–	(1)	–	(1)
Autres revenus	105	130	122	362	457
Frais autres que d'intérêts	20	24	31	67	81
Charge d'impôts ³⁾	(48)	(67)	(72)	(175)	(163)
Revenu net	48 \$	49 \$	25 \$	123 \$	147 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	2	3	6	5
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	46 \$	47 \$	22 \$	117 \$	142 \$
Autres données					
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	32 \$	29 \$	25 \$	29 \$	24 \$

- 1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.
- 2) La Banque, comme certaines autres institutions bancaires, analyse le revenu, la marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen et le ratio de productivité selon une base de mise en équivalence fiscale («BMEF»). Cette méthode permet de majorer le revenu exempt d'impôt gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts. Dans la présentation des résultats des secteurs d'activité, l'opération symétrique est imputée au poste de la charge d'impôts.
La direction estime que cette méthode d'évaluation permet d'effectuer une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net de sources imposables et non imposables et permet une évaluation plus cohérente. Les données obtenues par le recours à une BMEF diffèrent de celles qu'on obtiendrait avec les PCGR et peuvent être différentes de celles présentées par d'autres sociétés.
- 3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que la charge d'impôts des trimestres terminés le 31 juillet 2006 (100 \$), le 30 avril 2006 (113 \$) et le 31 juillet 2005 (81 \$), et des périodes de neuf mois terminées le 31 juillet 2006 (309 \$) et le 31 juillet 2005 (251 \$), pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires s'est établi à 46 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 24 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice, mais en baisse de 1 million de dollars par rapport au dernier trimestre.

Le revenu total au troisième trimestre s'est chiffré à 20 millions de dollars, par rapport à une perte de 17 millions de dollars au trimestre correspondant du dernier exercice. Ce résultat reflète principalement les modifications favorables de la juste valeur des instruments dérivés autres que de négociation, la hausse des gains tirés des activités de financement et les rendements plus élevés du portefeuille d'actions. Ces résultats ont été partiellement compensés par les coûts plus élevés de financement du portefeuille obligataire en raison de la hausse des taux d'intérêt, l'élimination d'une majoration plus élevée du revenu exempt d'impôt et la baisse des revenus générés par les activités de titrisation.

Le revenu total a augmenté de 14 millions de dollars par rapport au trimestre précédent en raison principalement des gains accrus tirés des

activités de financement et de l'élimination de la majoration moindre du revenu exempt d'impôt, partiellement neutralisés par une baisse des gains sur titres moindres étant donné que le dernier trimestre incluait un gain de 48 millions de dollars au titre de la vente d'une tranche du placement de la Banque dans la Shinsei Bank.

Le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts tiennent compte de l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt. Ce montant est compris dans les résultats des unités d'exploitation, lesquels se présentent selon une base de mise en équivalence fiscale. Le montant de l'élimination correspondait à 100 millions de dollars au troisième trimestre, par rapport à 81 millions de dollars durant le précédent exercice et à 113 millions de dollars au dernier trimestre.

Les frais autres que d'intérêts du trimestre sont comparables à ceux des derniers trimestres.

Total

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	1 716 \$	1 531 \$	1 480 \$	4 756 \$	4 365 \$
Provision pour créances irrécouvrables	74	35	85	184	194
Autres revenus	1 173	1 186	1 128	3 584	3 375
Frais autres que d'intérêts	1 608	1 565	1 517	4 735	4 464
Charge d'impôts	244	200	205	669	633
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	27	23	17	70	51
Revenu net	936 \$	894 \$	784 \$	2 682 \$	2 398 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	8	7	9	23	17
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	928 \$	887 \$	775 \$	2 659 \$	2 381 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	22,8 %	23,2 %	19,9 %	22,5 %	21,0 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	364 \$	343 \$	314 \$	343 \$	307 \$

- 1) Aux fins de gestion et de communication interne de l'information, la Banque répartit les capitaux propres entre les secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte des risques de crédit, de marché et d'exploitation propres à chacun d'eux. Le rendement des capitaux propres est calculé en fonction du capital économique attribué à chaque secteur d'activité. Le capital économique n'est pas un terme défini conformément aux PCGR et, de ce fait, le rendement des capitaux propres ainsi obtenu pour chaque secteur peut ne pas être comparable à celui des autres institutions financières.

Chiffres clés pour les trimestres

	Pour les trimestres terminés les							
	31 juill. 2006	30 avril 2006	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 juill. 2005	30 avril 2005	31 janv. 2005	31 oct. 2004
Revenu total (<i>en millions de dollars</i>)	2 889 \$	2 717 \$	2 734 \$	2 660 \$	2 608 \$	2 594 \$	2 538 \$	2 384 \$
Revenu total (BMEF ¹⁾) (<i>en millions de dollars</i>)	2 989	2 830	2 830	2 735	2 689	2 688	2 614	2 457
Revenu net (<i>en millions de dollars</i>)	936	894	852	811	784	826	788	705
Bénéfice de base par action (<i>en dollars</i>)	0,94	0,90	0,85	0,81	0,78	0,82	0,78	0,70
Bénéfice dilué par action (<i>en dollars</i>)	0,93	0,89	0,84	0,80	0,77	0,81	0,77	0,69

1) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale («BMEF»), se reporter aux notes 2 et 3 à la page 13.

Information sur les actions

	Au 31 juillet 2006
(<i>en milliers d'actions en circulation</i>)	
Actions ordinaires	988 406¹⁾
Actions privilégiées Série 12	12 000²⁾
Actions privilégiées Série 13	12 000³⁾
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de Placement Hypothécaire Scotia	250⁴⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500⁴⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750⁵⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750⁵⁾
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options d'achat d'actions ordinaires	34 011¹⁾⁶⁾

1) Au 18 août 2006, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours s'élevaient respectivement à 988 589 et à 33 828. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Déclarés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

5) Déclarés dans les dépôts au bilan consolidé.

6) Comprend 16 083 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions («composante DPV»).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 15 afférentes aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005 publiés dans le Rapport annuel 2005, et à la note 4 figurant à la page 20 du présent rapport.

Conventions comptables et estimations

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Il est recommandé de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2005 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers. Aucune modification n'a été apportée aux importantes conventions comptables utilisées par la Banque pour ce trimestre à l'exception de celle décrite à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires relativement à la rémunération à base d'actions des dirigeants admissibles à la retraite. Cette modification n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats trimestriels pour les périodes présentées. L'effet cumulatif sur les exercices antérieurs a été présenté comme un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour l'exercice 2006.

Les détails sur les importantes modifications à venir de conventions comptables touchant la Banque sont présentés à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2005.

État consolidé des revenus

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminés les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	3 382 \$	2 902 \$	2 584 \$	9 097 \$	7 400 \$
Valeurs mobilières	1 113	998	807	3 008	2 303
Dépôts à d'autres banques	230	210	173	624	460
	4 725	4 110	3 564	12 729	10 163
Frais d'intérêts					
Dépôts	2 275	1 942	1 500	6 007	4 214
Débitures subordonnées	32	31	34	98	100
Obligation au titre des instruments de capitaux propres	14	13	13	40	40
Autres	688	593	537	1 828	1 444
	3 009	2 579	2 084	7 973	5 798
Revenu d'intérêts net	1 716	1 531	1 480	4 756	4 365
Provision pour créances irrécouvrables (note 7)	74	35	85	184	194
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 642	1 496	1 395	4 572	4 171
Autres revenus					
Revenus de cartes	78	71	66	224	184
Services de dépôt et de paiement	198	183	184	570	520
Fonds communs de placement	60	60	50	178	141
Services de gestion de placements, de courtage et de fiducie	159	175	143	495	441
Commissions de crédit	140	132	140	403	411
Revenus de négociation	99	157	133	499	468
Services de banque d'investissement	167	162	162	484	509
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement	105	108	109	307	305
Revenus de titrisation	5	8	21	26	60
Autres	162	130	120	398	336
	1 173	1 186	1 128	3 584	3 375
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 815	2 682	2 523	8 156	7 546
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux ¹⁾	940	928	874	2 802	2 627
Frais de locaux et de technologie	313	298	288	892	846
Communications	70	67	66	201	189
Publicité et développement des affaires	59	53	58	159	151
Honoraires	46	38	44	116	131
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	37	23	38	97	117
Autres frais	143	158	149	468	403
	1 608	1 565	1 517	4 735	4 464
Revenu avant les éléments ci-dessous	1 207	1 117	1 006	3 421	3 082
Charge d'impôts	244	200	205	669	633
Quote-part du revenu net des filiales revenant aux actionnaires sans contrôle	27	23	17	70	51
Revenu net	936 \$	894 \$	784 \$	2 682 \$	2 398 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	8	7	9	23	17
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	928 \$	887 \$	775 \$	2 659 \$	2 381 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) :					
De base	988	988	995	988	999
Dilué	999	1 001	1 009	1 001	1 014
Bénéfice net par action ordinaire²⁾ (en dollars) :					
De base	0,94 \$	0,90 \$	0,78 \$	2,69 \$	2,38 \$
Dilué	0,93 \$	0,89 \$	0,77 \$	2,66 \$	2,35 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,39 \$	0,36 \$	0,34 \$	1,11 \$	0,98 \$

1) Se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence de la nouvelle convention comptable adoptée au troisième trimestre de 2006.

2) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

		Aux		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	2 013 \$	2 055 \$	2 501 \$	2 072 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	18 412	19 592	15 182	17 736
Métaux précieux	3 756	4 020	2 822	2 327
	24 181	25 667	20 505	22 135
Valeurs mobilières				
Placement	33 725	29 758	23 452	23 235
Négociation	57 600	58 417	50 007	50 541
	91 325	88 175	73 459	73 776
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	85 541	81 575	75 520	73 867
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	38 245	36 857	34 695	33 981
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	72 568	67 407	62 681	63 604
Valeurs mobilières acquises aux termes d'ententes de revente	22 535	22 208	20 578	23 290
	218 889	208 047	193 474	194 742
Provision pour créances irrécouvrables (note 7)	2 695	2 706	2 469	2 565
	216 194	205 341	191 005	192 177
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 200	9 104	7 576	7 353
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	11 929	16 685	11 622	11 334
Terrains, bâtiments et matériel	2 209	2 178	1 934	1 947
Écart d'acquisition	688	639	498	546
Autres actifs incorporels	267	269	235	219
Autres éléments d'actif	8 988	8 921	7 191	8 046
	33 281	37 796	29 056	29 445
	364 981 \$	356 979 \$	314 025 \$	317 533 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	91 904 \$	90 718 \$	83 953 \$	83 840 \$
Entreprises et administrations publiques	135 249	124 363	109 389	111 257
Banques	28 072	32 567	24 103	24 912
	255 225	247 648	217 445	220 009
Autres				
Acceptations	9 200	9 104	7 576	7 353
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues aux termes d'ententes de rachat	29 117	29 960	26 032	27 003
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	14 663	10 961	11 250	9 976
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	11 815	15 746	11 193	12 049
Autres engagements ¹⁾	24 457	23 766	20 794	21 277
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	411	387	306	296
	89 663	89 924	77 151	77 954
Débetures subordonnées	2 275	2 268	2 597	2 617
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	750	750	750	750
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées	600	600	600	600
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 393	3 363	3 317	3 314
Bénéfices non répartis ¹⁾	15 372	14 884	14 126	13 909
Gains (pertes) sur l'écart de conversion cumulatif	(2 297)	(2 458)	(1 961)	(1 620)
	17 068	16 389	16 082	16 203
	364 981 \$	356 979 \$	314 025 \$	317 533 \$

1) Se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence de la nouvelle convention comptable adoptée au troisième trimestre de 2006.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour les périodes de
neuf mois terminées les

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	600 \$	300 \$
Émission d'actions	–	300
Solde à la fin de la période	600	600
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 316	3 228
Émission d'actions	99	148
Rachats aux fins d'annulation	(23)	(63)
Solde à la fin de la période	3 392	3 313
Surplus d'apport : juste valeur des options d'achat d'actions	1	1
Total	3 393	3 314
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	14 126	13 239
Effet cumulatif de l'adoption d'une nouvelle convention comptable ¹⁾	(25)	–
	14 101	13 239
Revenu net	2 682	2 398
Dividendes : Actions privilégiées	(23)	(17)
Actions ordinaires	(1 097)	(979)
Achat d'actions	(291)	(725)
Autres	–	(7)
Solde à la fin de la période	15 372	13 909
Gains (pertes) sur l'écart de conversion cumulatif		
Solde au début de la période	(1 961)	(1 783)
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net ²⁾	(336)	163
Solde à la fin de la période	(2 297)	(1 620)
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	17 068 \$	16 203 \$

1) Se reporter à la note 1 pour connaître l'incidence de la nouvelle politique comptable adoptée au troisième trimestre de 2006.

2) Comprend le montant net des gains (pertes) de change non réalisés sur les investissements nets dans des établissements étrangers autonomes de (519) \$ (130 \$ au 31 juillet 2005) et des gains découlant des activités de couverture de change connexes de 183 \$ (33 \$ au 31 juillet 2005).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminés les	
	31 juillet 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	936 \$	784 \$	2 682 \$	2 398 \$
Rajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	40	(43)	(41)	19
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	(134)	(26)	(194)	(5)
Valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	1 123	(629)	(8 208)	(6 943)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	853	2 032	360	793
Autres, montant net	1 956	128	400	795
	4 774	2 246	(5 001)	(2 943)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	5 774	6 988	35 870	21 827
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues aux termes d'ententes de rachat	(1 191)	2 068	3 810	6 970
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	3 667	1 459	3 437	2 386
Rachats/remboursements de débentures subordonnées	–	–	(300)	–
Capital-actions émis	29	26	85	392
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation	(59)	(47)	(314)	(788)
Dividendes versés en espèces	(393)	(348)	(1 120)	(996)
Autres, montant net	(553)	217	343	544
	7 274	10 363	41 811	30 335
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	1 495	(2 376)	(2 587)	(4 802)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(11 270)	(9 730)	(25 133)	(21 922)
Titrisations de prêts	683	451	1 815	1 678
Valeurs mobilières détenues aux fins de placement, montant net	(2 942)	(683)	(9 408)	(1 824)
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(59)	(44)	(161)	(106)
Autres, montant net ¹⁾	(14)	(255)	(1 773)	(279)
	(12 107)	(12 637)	(37 247)	(27 255)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	17	(37)	(51)	14
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(42)	(65)	(488)	151
Espèces et quasi-espèces au début de la période	2 055	2 137	2 501	1 921
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 013 \$	2 072 \$	2 013 \$	2 072 \$
Décaissements effectués pour :				
Intérêts	2 807 \$	2 071 \$	7 556 \$	5 790 \$
Impôts sur le revenu	257 \$	166 \$	824 \$	631 \$

1) Pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, comprend des investissements dans des filiales et des unités économiques, ainsi que l'acquisition d'immobilisations relativement à ces investissements, déduction faite des espèces et quasi-espèces à la date de l'acquisition, de 21 \$ et de 158 \$ respectivement (17 \$ au 31 juillet 2005), et déduction faite d'une contrepartie autre qu'en espèces, composée d'actions ordinaires nouvellement émises d'un montant de néant (49 \$ au 31 juillet 2005).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires *(non vérifié)*

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir les états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, à l'exception de ce qui est décrit à la note 1.

1. Nouvelle convention comptable

Rémunération à base d'actions

En juillet 2006, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA») a publié un nouvel abrégé qui traite de la comptabilisation de la rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition des droits. Le traitement comptable préconisé par l'abrégé doit être adopté pour les états financiers des périodes intermédiaires et annuelles se terminant le 31 décembre 2006 ou après cette date. Son adoption anticipée est encouragée.

L'abrégé exige i) que les coûts de rémunération associés à l'attribution d'une rémunération à base d'actions à des salariés admissibles à la retraite à la date d'attribution soient entièrement constatés à la date d'attribution et ii) que les coûts de rémunération associés à l'attribution d'une rémunération à base d'actions à des salariés qui auront droit de prendre leur retraite au cours du délai d'acquisition des droits soient constatés au cours de la période se situant entre la date d'attribution et la date d'admissibilité à la retraite. Auparavant, ces coûts étaient constatés par la Banque au cours du délai d'acquisition des droits d'attribution.

Au cours du troisième trimestre de 2006, la Banque a adopté de manière anticipée les dispositions proposées dans ce nouvel abrégé. Elle a évalué l'incidence rétroactive de cette

modification comptable sur ses résultats trimestriels et annuels déjà publiés et elle a conclu que celle-ci n'avait aucune incidence importante sur ses trimestres ou exercices antérieurs. Par conséquent, la Banque n'a pas retraité le revenu net de l'une ou l'autre de ces périodes à la suite de l'adoption de cette modification comptable et elle a inscrit un rajustement de 25 millions de dollars (déduction faite des impôts de 13 millions de dollars) au solde d'ouverture des bénéfices non répartis de l'exercice 2006 pour tenir compte de l'effet cumulatif de cette modification de convention comptable sur les exercices précédents. À ce jour, l'adoption de cette convention comptable sur l'état des résultats de l'exercice 2006 s'est traduite par une hausse de 5 millions de dollars du revenu net (déduction faite d'une charge d'impôts de 3 millions de dollars). Les résultats du troisième trimestre tiennent compte de cette incidence. Si les résultats des premier et deuxième trimestres de 2006 avaient été retraités pour tenir compte de cette modification de convention comptable, le revenu net du premier trimestre aurait subi une baisse de 3 millions de dollars (déduction faite d'un recouvrement d'impôts de 2 millions de dollars) et celui du deuxième trimestre aurait été majoré de 3 millions de dollars (déduction faite d'une charge d'impôts de 2 millions de dollars).

2. Futures modifications de conventions comptables

La section qui suit résume les futures modifications de conventions comptables qui auront une incidence sur les états financiers consolidés de la Banque.

Instruments financiers

L'ICCA a publié trois nouvelles normes : «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», «Couvertures» et «Résultat étendu». Ces normes s'appliqueront à la Banque le 1^{er} novembre 2006 et comportent les exigences suivantes :

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Tous les actifs et passifs financiers seront comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants qui seront comptabilisés au coût après amortissement, sauf s'ils sont considérés comme étant détenus aux fins de négociation lors de leur constatation initiale : prêts et créances, certains titres et passifs financiers non détenus aux fins de négociation. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs financiers qui sont détenus aux fins de négociation continueront d'être inscrits à l'état consolidé des revenus.

Les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers destinés à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront inscrits à l'état consolidé des revenus. Tous les dérivés, y compris les dérivés intégrés devant être comptabilisés séparément, seront inscrits à la juste valeur au bilan consolidé.

Couvertures

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé détenu aux fins de couverture sera compensée à l'état consolidé des revenus par la variation de la juste valeur de l'élément couvert relativement au risque couvert. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un dérivé, dans la mesure où il est efficace, sera inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif ou le passif couvert influe sur l'état consolidé des revenus et, à ce moment-là, la variation connexe de la juste valeur du dérivé sera également inscrite à l'état consolidé des revenus. Toute inefficacité d'une couverture sera constatée dans l'état consolidé des revenus.

Résultat étendu

Les gains et pertes non réalisés sur des actifs financiers qui seront destinés à la vente, les gains ou pertes de change non réalisés découlant des activités d'établissements étrangers autonomes et les variations de la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie seront inscrits dans un état des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient constatés à l'état consolidé

des revenus. Les autres éléments du résultat étendu feront partie de l'avoir des actionnaires.

L'incidence de la mise en œuvre de ces nouvelles normes ne peut pas encore être déterminée car elle dépend des positions non réglées et des stratégies de couverture de la Banque ainsi que de la volatilité des marchés au moment de la transition.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier.

La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation,

à savoir : Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces unités d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité paraissant précédemment aux pages 10 à 13.

4. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2006, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue de racheter jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % des actions ordinaires en circulation de la Banque. L'offre se terminera le 5 janvier 2007 ou à la date à laquelle la Banque aura racheté les actions, selon la première de ces deux dates. Au cours du troisième trimestre, la Banque a racheté 1,3 million d'actions ordinaires au coût moyen de 44,84 \$

l'action. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, 6,9 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au prix moyen de 45,62 \$ l'action.

Le 8 février 2006, la Banque a racheté la totalité de ses débiteures subordonnées d'un montant de 300 millions de dollars portant intérêt à un taux de 7,4 % et venant à échéance en 2011.

5. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation en procédant à la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune créance irrécouvrable n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006, la juste valeur à la date des titrisations a été mesurée selon les hypothèses-clés moyennes pondérées suivantes : un taux de remboursement anticipé de 13,2 %, une marge excédentaire de 0,8 % et un taux d'actualisation de 4,6 % (13,0 %, 0,9 % et 4,4 % respectivement, pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006). Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Produit net en espèces ¹⁾	683 \$	698 \$	451 \$	1 815 \$	1 678 \$
Droits conservés	16	22	15	49	50
Engagement de service retenu	(5)	(6)	(3)	(13)	(11)
	694	714	463	1 851	1 717
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	699	712	450	1 848	1 682
Gain net (perte) sur la cession	(5) \$	2 \$	13 \$	3 \$	35 \$

1) *Compte non tenu des prêts hypothécaires assurés, titrisés et conservés par la Banque de 661 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006 (246 \$ au 30 avril 2006; 194 \$ au 31 juillet 2005) et de 1 175 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006 (956 \$ au 31 juillet 2005). Ces actifs sont classés à titre de valeurs mobilières détenues aux fins de placement et leur solde s'élevait à 2 067 \$ au 31 juillet 2006.*

6. Entités à détenteurs de droits variables

Au cours du troisième trimestre de 2006, la Banque a vendu pour 4 milliards de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation à une entité apparentée, qui est consolidée conformément aux directives concernant la comptabilisation des

entités à détenteurs de droits variables. Cette opération visait à financer les activités de la Banque, et elle n'a eu aucune incidence importante sur les actifs consolidés de la Banque.

7. Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit présente les variations des provisions pour créances irrécouvrables :

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Solde au début de la période	2 717 \$	2 445 \$	2 599 \$	2 475 \$	2 704 \$
Radiations	(142)	(120)	(188)	(393)	(490)
Recouvrements	50	56	53	145	137
Provision pour créances irrécouvrables	74	35	85	184	194
Autres, y compris le redressement de change	7	301	23	295	27
Solde à la fin de la période ¹⁾²⁾³⁾	2 706 \$	2 717 \$	2 572 \$	2 706 \$	2 572 \$

1) Au 31 juillet 2006, un montant de 342 \$ lié à l'acquisition de nouvelles filiales (342 \$ au 30 avril 2006; 35 \$ au 31 juillet 2005) était inscrit, sous réserve d'un rajustement puisque l'évaluation des éléments d'actif prêts acquis suit son cours.

2) Au 31 juillet 2006, un montant de 11 \$ (11 \$ au 30 avril 2006; 7 \$ au 31 juillet 2005) était inscrit au poste «Autres engagements».

3) Au 31 juillet 2006, la provision générale pour créances irrécouvrables était de 1 330 \$ (1 330 \$ au 30 avril 2006; 1 375 \$ au 31 juillet 2005).

8. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Charges au titre des prestations					
Régimes de retraite	18 \$	22 \$	23 \$	64 \$	68 \$
Autres régimes	31	32	30	94	82
	49 \$	54 \$	53 \$	158 \$	150 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.

9. Acquisitions

Au cours du deuxième trimestre de 2006, la Banque a conclu les acquisitions i) des activités canadiennes de la Banque Nationale de Grèce, le 3 février 2006, ii) de Maple Trust Company, le 31 mars 2006, et iii) de deux banques péruviennes, à savoir Banco Wiese Sudameris et Banco Sudamericano, le 9 mars 2006, dans le but de les fusionner et de détenir une participation d'environ 78 % dans l'entité issue de la fusion. Avant cette dernière acquisition, la Banque détenait une participation de 35 % dans Banco Sudamericano.

L'investissement combiné dans ces sociétés s'est chiffré à environ 700 millions de dollars, ce qui comprend les montants investis directement dans les activités acquises. Outre l'acquisition de Maple Trust Company dans le cadre de l'acquisition des activités hypothécaires canadiennes de Maple Financial Group Inc., la Banque a acheté des prêts hypothécaires auprès de ce groupe.

En ce qui a trait aux deux acquisitions canadiennes, l'écart d'acquisition estimatif total s'est élevé à 144 millions de

dollars et les autres actifs incorporels de 52 millions de dollars ont été inscrits au bilan consolidé. Ces montants pourraient faire l'objet de rajustements lorsque la Banque aura terminé son évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge. La Banque n'a pas terminé son appréciation et son évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de l'acquisition des banques péruviennes. Par conséquent, l'excédent du prix d'acquisition sur la valeur comptable des actifs et des passifs n'a pas été entièrement réparti entre les actifs acquis et les passifs pris en charge dans le bilan consolidé. La consolidation de ces acquisitions n'a eu aucun effet important sur les états financiers consolidés de la Banque.

Au troisième trimestre de 2006, la Banque a annoncé l'acquisition de Corporacion Interfin, la société mère de Banco Interfin au Costa Rica. Le placement dans cette acquisition se chiffre à quelque 330 millions de dollars. La clôture de l'acquisition devrait avoir lieu au cours du quatrième trimestre.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débetures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2006

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
3 janvier	27 janvier
4 avril	26 avril
4 juillet	27 juillet
3 octobre	27 octobre

Cours du jour de l'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, le cours des actions ordinaires de La Banque de Nouvelle-Écosse a été établi à 31,13 \$ l'action le 22 décembre 1971, jour de l'évaluation, ce qui correspond au cours de 2,594 \$ déterminé à la suite du fractionnement d'actions à raison de deux pour une intervenu en 1976, du fractionnement d'actions à raison de trois pour une intervenu en 1984 et du fractionnement d'actions à raison de deux pour une intervenu en 1998. Le dividende en actions en 2004 n'a pas influé sur le montant du jour de l'évaluation. Les actions reçues dans le cadre du dividende en actions de 2004 ne sont pas incluses dans le bloc d'actions d'avant 1971.

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : www.banquescotia.com

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 29 août 2006 à compter de 14 h 30 H.A.E. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 800 796-7558 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien «Relations avec les investisseurs» du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse suivante : investor.relations@scotiabank.com

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 29 août au 12 septembre 2006, au numéro de téléphone 416 640-1917, code 21198157, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements**Investisseurs**

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416 866-5982
 Télécopieur : 416 866-7867
 Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416 866-3925
 Télécopieur : 416 866-4988
 Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
 100, avenue University, 9^e étage
 Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
 Téléphone : 1 877 982-8767
 Télécopieur : 1 888 453-0330
 Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
 Computershare Trust Company, Inc.
 350 Indiana Street
 Golden, Colorado 80401 U.S.A.
 Téléphone : 1 800 962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416 866-4790
 Télécopieur : 416 866-4048
 Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



MC Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.